



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Augmentations des violences sexuelles dans le Nord

Question orale n° 642

Texte de la question

Mme Brigitte Liso alerte Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur l'augmentation des violences sexuelles faites aux femmes dans le Nord. En tant que femme et élue du Nord, Mme la députée ne peut que s'inquiéter de la hausse des violences sexuelles en 2018. En augmentation sur tout le territoire national, elles ont littéralement explosé dans le Nord. En hausse constante depuis une dizaine d'années, elles ont augmenté de 20,8 % en 2018 soit 2 points de plus que le niveau national. Une progression constatée aussi pour les violences faites aux femmes. Des chiffres déplorés par Michel Lalande, préfet du Nord, qui voit le département classé quatrième parmi ceux les plus touchés. Parallèlement, la parole des femmes se libère et les forces de l'ordre se forment pour recevoir les victimes et traiter leurs plaintes de manière plus efficace. Le travail de prévention avec des partenaires ciblés, comme les intervenants sociaux ou les gendarmeries, est bénéfique. Au mois de juin 2019, la gendarmerie de Lille lancera un nouvel outil à destination des adolescents : « Car'ado ». Un véhicule « customisé » interviendra dans le sud du département, en particulier à Avesnes et Maubeuge (deux villes très touchées) lors d'événements sportifs ou festifs, pour sensibiliser les filles et les garçons à cette question. Cette initiative porte sur la prévention des violences intrafamiliales, plus particulièrement des violences faites aux femmes, à l'aube des premières relations sexuelles entre garçons et filles. L'objectif est de donner des clés aux filles pour les sortir d'une dynamique de victimes et sensibiliser les garçons sur les rapports machistes qu'ils peuvent entretenir. Ce projet permettra également de participer à l'éveil de la citoyenneté chez les adolescents. Dans ce contexte, « Car'ado » s'appuie sur plusieurs partenaires (région, département, préfecture, plusieurs directions déconcentrées et associations). Cette opération lui paraît particulièrement intéressante et s'insère parfaitement dans la politique que mène le Gouvernement dans sa lutte contre les violences faites aux femmes. En fonction de la réussite de l'édition 2019, il pourrait être envisagé de l'étendre à l'ensemble du département du Nord, puis sur tout le territoire national. Elle souhaiterait connaître l'état de sa réflexion à ce sujet et les éventuelles mesures d'urgence qu'elle envisage de prendre pour les départements les plus touchés.

Texte de la réponse

VIOLENCES SEXUELLES DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD

M. le président. La parole est à Mme Brigitte Liso, pour exposer sa question, n° 642, relative aux violences sexuelles dans le département du Nord.

Mme Brigitte Liso. Ma question s'adresse à Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

En tant que femme et élue du Nord, je ne peux que m'inquiéter de la hausse des violences sexuelles en 2018 : en augmentation sur tout le territoire national, elles ont littéralement explosé dans mon département. Après n'avoir cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années, elles y ont en effet crû de 20,8 % en 2018, soit deux points de plus que le niveau national. On constate plus généralement une progression des violences faites aux

femmes. Ces chiffres, déplorés par Michel Lalande, préfet du Nord, classent notre département au quatrième rang de ceux qui sont touchés.

Heureusement, en même temps que la parole des femmes se libère, les forces de l'ordre se forment pour recevoir les victimes et traiter leurs plaintes de manière plus efficace. Ce travail de prévention conduit avec des partenaires ciblés, comme les intervenants sociaux ou les gendarmeries, est très bénéfique.

Au mois de juin 2019, la gendarmerie de Lille lancera ainsi un nouvel outil à destination des adolescents, baptisé Car'ado : un véhicule « customisé » interviendra dans le sud du département – en particulier à Avesnes et à Maubeuge, deux villes très touchées – ? lors d'événements sportifs ou festifs, pour sensibiliser les filles et les garçons à la question.

L'initiative vise à prévenir les violences intrafamiliales, plus particulièrement les violences faites aux femmes, à l'aube des relations sexuelles entre garçons et filles. L'objectif est de donner des clés aux filles, pour les faire sortir d'une position de victimes, et de sensibiliser les garçons sur les rapports machistes qu'ils pourraient entretenir avec elles. Le projet permettra également de participer à l'éveil de la citoyenneté chez les adolescents. Car'ado s'appuiera sur plusieurs partenaires : la région, le département, la préfecture, plusieurs directions déconcentrées et des associations.

Cette opération particulièrement intéressante s'insère parfaitement dans la politique gouvernementale de lutte contre les violences faites aux femmes. En fonction de la réussite de l'édition 2019, on pourrait ainsi envisager de l'étendre à l'ensemble du département du Nord, puis à tout le territoire national.

Je souhaiterais connaître l'état de la réflexion de Mme la secrétaire d'État à ce sujet et les éventuelles mesures d'urgence qu'elle envisage dans les départements les plus touchés.

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Christelle Dubos, *secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé*. Permettez-moi, madame la députée, de vous apporter la réponse transmise par ma collègue Marlène Schiappa, qui ne pouvait être présente ce matin.

Le nombre de plaintes pour violences sexistes et sexuelles sont en forte hausse à l'échelle nationale en 2018, de 17 % s'agissant des plaintes pour viol et d'environ 20 % concernant les plaintes pour agression sexuelle. Dans le Nord, la hausse est de 20,8 %, ce qui fera l'objet d'une attention particulière des forces de l'ordre en 2019.

Si ces chiffres sont le signe d'une libération de la parole dont on ne peut que se réjouir, ces violences sont inacceptables, et l'ensemble du Gouvernement s'est engagé à les combattre dans le cadre de la grande cause du quinquennat. Un seul mot d'ordre : ne rien laisser passer.

Plusieurs mesures ont ainsi été mises en œuvre, concrétisant l'engagement pris par le Président de la République le 25 novembre 2017.

Pour renforcer la condamnation des violences, la loi du 3 août 2018 a créé la verbalisation pour harcèlement de rue – 356 amendes avaient été prononcées au 1er mars – et porté à trente ans le délai de prescription des crimes sexuels commis sur les mineurs.

Pour améliorer la prise en charge des victimes, nous avons lancé, le 27 novembre dernier, la plateforme de signalement en ligne des violences sexistes et sexuelles – en trois mois, 2 000 signalements ont déjà été recueillis – et ouvert dix centres de prise en charge du psychotraumatisme, dont un qui est piloté par le centre hospitalier universitaire de Lille.

Le Gouvernement s'attache à répondre aux besoins exprimés par les acteurs de terrain. Ainsi, près de 9 % du budget que le secrétariat d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes dédie à la lutte contre les violences est consacré à la région Hauts-de-France. À Douai, nos services travaillent à la création d'un réseau sur un territoire qui en est démuné depuis un an ; 18 000 euros seront mobilisés pour créer un réseau spécifique d'acteurs et une partie de la levée de la réserve de précaution, à hauteur de 31 000 euros, permettra de financer un accueil de jour spécifique dans le Douaisis. De même, la réforme des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial vise à la sensibilisation et à l'accompagnement des jeunes s'agissant de ces questions ; quatre de ces établissements ont été agréés dans le Nord depuis le 3 janvier 2019.

Dès lors, le Gouvernement ne peut que se réjouir de l'investissement d'autres acteurs dans ce domaine, en particulier de l'action de sensibilisation à destination des adolescents que vous venez de nous présenter, déjà expérimentée en Guadeloupe. Il sera attentif aux résultats de l'initiative, dont le lancement est annoncé en juin prochain, avant de proposer, éventuellement, son extension à d'autres territoires.

Données clés

Auteur : [Mme Brigitte Liso](#)

Circonscription : Nord (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 642

Rubrique : Femmes

Ministère interrogé : Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations

Ministère attributaire : Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mars 2019](#)

Réponse publiée le : 27 mars 2019, page 3081

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 mars 2019](#)